



## Mobilisation contre la violence dans les lycées d'Île- de-France

54 jeunes ont été placés en garde à vue après des violences dans un lycée puis dans le centre de Saint-Denis, mardi. Des actes qui se multiplient et qui ont entraîné de nombreuses réactions. « C'est un fait gravissime en soi. Il faut être ferme dans la réponse », a esti-

mé Najat Vallaud-Belkacem. Le premier syndicat des proviseurs s'est alarmé de « graves dérives ». La présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, a condamné des faits « inacceptables ». **PAGE 9**

# Vague de violences dans des lycées franciliens

À Saint-Denis, les gardes à vue de 54 mineurs ont été prolongées mercredi après de graves incidents au lycée Suger.

MARIE-ESTELLE PECH @MariEstellePech

**ÉDUCATION** Les gardes à vue de 54 jeunes ont été prolongées mercredi, au lendemain de leurs interpellations pour des violences aux abords et dans un lycée de Saint-Denis. Pas moins de 55 jeunes, dont 44 mineurs, avaient été placés en garde à vue mardi pour « violences volontaires », « attroupement armé » et « incendie volontaire ». Une majorité est scolarisée dans l'établissement. Quatre d'entre eux devraient être poursuivis pour violences contre les policiers.

Mardi, des fumigènes ont été lancés dans l'enceinte du lycée Suger, situé dans le quartier réputé difficile du Franc-Moisin. Après l'évacuation du lycée, 80 à 100 jeunes ont pris la direction du centre-ville. Sur leur chemin, ils ont caillassé des policiers, incendié des poubelles et détruit du mobilier urbain. En toile de fond, « des reliquats de l'affaire

Théo », du nom du jeune homme victime d'un viol présumé avec une matraque lors d'une interpellation. Son nom a été scandé par certains lycéens. Cependant, les autorités pensent plutôt que c'est un appel à « casser » diffusé sur les réseaux sociaux qui est à l'origine de ces violences. Mardi, trois autres jeunes avaient été placés en garde à vue après des incidents devant le lycée Paul-Éluard à Saint-Denis et devant le lycée Voltaire à Paris. Ces dernières semaines, des heurts ont éclaté aux abords de plusieurs lycées en région parisienne, lors de rassemblements contre « les violences policières ». En octobre 2016, une petite dizaine de professeurs et de proviseurs avaient été agressés en banlieue parisienne, à Toulouse et à Calais. Au printemps dernier, pendant les manifestations contre la loi travail, des élèves ont blessé des proviseurs et des enseignants et tenté de mettre le feu dans leurs établissements. « Et on n'y prête pas attention sur un plan médiati-

que mais, dans certains établissements, des incidents, on en rencontre très régulièrement », rapportent souvent les proviseurs, pointant les 10 % de lycées qui concentrent 40 % des violences scolaires. « C'est un fait gravissime en soi. Il faut absolument être ferme dans la réponse », a estimé Najat Vallaud-Belkacem. Le premier syndicat des proviseurs, le SNPEN-Unsa, s'est alarmé de « graves dérives, dont le caractère chronique et l'escalade régulière (...) menacent les communautés éducatives d'un drame ». La présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, a elle aussi condamné ces faits « inacceptables », rappelant que la région avait investi « près de 15 millions d'euros » pour la sécurisation des lycées.

### « Fermeté totale »

Pour François Fillon, candidat LR à la présidentielle, qui dénonce une « véritable émeute », « il y a quelque chose de brisé dans notre République ». Selon lui, « les parents qui délaissent leurs devoirs à l'égard de leurs enfants (...) doivent être responsabilisés, y compris par la suspension des aides sociales ». Marine Le Pen, candidate du FN à la présidentielle, a qualifié les incidents de « débuts d'émeutes » et dénoncé la réaction de l'exécutif,



qui « s'est contenté d'une réaction minimale, par la voix de la ministre de l'Éducation nationale. Le premier ministre est sans doute trop occupé à faire campagne contre ma candidature », a-t-elle jugé. Bernard Cazeneuve a répondu en déclarant que son gouvernement faisait preuve d'une « fermeté totale ». « Quant à celles ou ceux qui cherchent à exploiter ces violences à des fins électorales, ils n'ont comme objectif ni la justice, ni l'ordre, mais au contraire (...) d'entretenir le désordre », a-t-il jugé. ■

## PHILIPPE TOURNIER

PRÉSIDENT DU SNPDEN-UNSA, PRINCIPAL SYNDICAT DE CHEFS D'ÉTABLISSEMENT



### Je me réjouis de cette réaction policière qui est enfin à la hauteur des violences

#### Comment analysez-vous ces violences dans les lycées et les 55 gardes à vue qui en ont découlé ?

Je me réjouis de cette réaction policière qui est enfin à la hauteur des violences. L'attitude des autorités a changé. Depuis un an, je constate que la police enquête quasi systématiquement. Elle admet que ça la concerne un peu. Et mes collègues se sentent épaulés. J'ose croire que nos alertes, en 2016, pendant les manifestations contre la loi travail, émaillées d'incidents graves, ont été entendues.

#### Qu'est-ce qui a changé depuis les grandes manifestations de jeunesse, contre le CPE il y a onze ans ?

On atteint désormais un point de violence extrême avec attaque d'un établissement, volonté de destruction, de provoquer. Des tirs de mortier, des fumigènes dans un couloir de lycée, c'est inacceptable. Avant on pensait que même si c'était le chaos dehors, nous étions en sécurité dans nos établissements. Ce n'est plus le cas. L'an dernier, déjà, pendant la loi travail, nous avons atteint un point de non-retour avec plusieurs blessés. Et avec des jeunes toujours plus minoritaires et agressifs. Cela n'a plus rien à voir avec les manifestations bien plus gentillettes du CPE.

#### Vous dénoncez une attitude complaisante vis-à-vis des lycéens.

Sous prétexte qu'ils ont 16-17 ans, la police ne voulait pas s'embarrasser de les poursuivre. Et le syndrome Malik Oussekiné (*un étudiant tué par la police en 1986, NDLR*) règne toujours. S'ajoute à cela une complaisance ambiguë de certains syndicats sur le thème « ils font leur éducation citoyenne » ou « c'est un rite initiatique ». On nous disait qu'on ne dialoguait pas assez avec les jeunes ! Ces attitudes lénifiantes – heureusement révolues – ont participé à l'aggravation de la situation.

PROPOS RECUEILLIS PAR M.-E. P.



Le lycée Suger, à Saint-Denis, où des élèves ont lancé mardi des fumigènes avant de caïllasser des policiers.

REVEAULT-OTON/LE PARISIEN/AGF